



05.05.2017

Papier critique sur la base du Livre Blanc de la Commission européenne

« Le scénario manquant : des alternatives existent pour les Européens »

Introduction :

La publication du Livre Blanc sur l'avenir de l'Europe est une proposition décevante qui ne répond pas aux grands défis auxquels l'Union Européenne est confrontée. Le document est plutôt un exercice académique manquant d'ambition où les cinq scénarios présentés ne permettent pas d'appréhender concrètement les priorités politiques de la Commission.

L'Union se trouve à la croisée des chemins. Ne pas réaffirmer les principes de solidarité, de démocratie et d'égalité en avançant des propositions ambitieuses aggraverait le processus de désintégration actuel. Les problèmes de l'Europe ne se résoudreont pas seuls et continuer à proposer les mêmes solutions ne permettra pas aux citoyens de retrouver confiance en l'Europe.

Le texte propose cinq scénarios techniques déclinés autour du paradigme de plus ou de moins d'Europe et passe sous silence le seul scénario dont nous aurions besoin: une Union sociale capable d'agir pour l'intérêt général en considérant les besoins des peuples, les ressources limitées de la planète et non les intérêts privés. Son principe fondateur devrait être la solidarité entre les États-membres. Toutefois, dans l'élaboration de la proposition du Livre blanc, la Commission semble confirmer son nouveau rôle en devenant moins politique et faisant partie d'un vaste organe de gouvernance fonctionnant indépendamment des résultats des élections nationales.

Les progressistes européens ne peuvent renoncer au combat de transformation de l'Europe. Les citoyens ont trop à perdre. Pour cette raison, nous sommes persuadés qu'un terme doit être mis immédiatement aux politiques d'austérité, aux réformes structurelles ainsi qu'à la perte massive d'emplois.

La Commission débute son papier en rappelant d'une part, le succès du Traité de Rome signé il y a 60 ans et, d'autre part comment l'idée d'Europe trouve ses racines dans le manifeste de Ventotene. Le Livre blanc invoque la vision de Spinelli et Rossi sur la création de l'Union européenne mais décrit un avenir vide, sans évoquer les bases nécessaires dont nous aurions besoin pour qu'il soit meilleur. Les principes fondamentaux du manifeste de Ventotene sont la justice sociale, la liberté, la paix et la solidarité. Au contraire, les deux principes significatifs présentés dans la proposition de Juncker sont la paix et la défense, et la seule voie proposée pour y parvenir fait appel à plus d'armées, et plus de frontières, sans aborder les raisons des multiples crises auxquelles nous sommes confrontés.

Par conséquent, nous nous retrouvons pris en étau entre la suggestion du Sommet de Versailles d'une Europe à deux vitesses et une Commission qui ne fait pas part de ses priorités



politiques. L'Europe fait donc face à un double morcellement géographique qui agrandit le fossé des inégalités au lieu de construire des convergences. D'abord entre les « grands États » et les États périphériques dont les relations se dénouent du fait du dumping fiscal, ensuite entre les pays de l'Est et de l'Ouest où la concurrence sociale et le manque de solidarité sur les questions d'asile et d'immigration affaiblissent l'Union. À la suite du Brexit, les quatre plus grands États répondent donc au délitement progressif par une Europe à deux vitesses: la création d'un sous ensemble de règles à un sous ensemble géographique. Ce projet ne présage d'aucun changement à venir des règles actuelles. Il laisse inchangées les asymétries fondamentales entre les règles libérales économiques et monétaires et celles de la convergence sociale et fiscale, ce qui confirme la crise de légitimité de l'Europe.

Ces dernières années, la majorité conservatrice a continuellement élaboré de mauvaises réponses aux enjeux actuels. Citons pour exemples : l'approbation du CETA, en totale contradiction avec les engagements de l'accord de Paris, la croyance étroite dans le dogme du marché intérieur et la réticence à mettre en place le principe « à travail égal, salaire égal », l'incapacité à agir contre l'évasion fiscale, les trois milliards d'euros accordés à Erdogan afin de pouvoir contenir la crise d'accueil des réfugiés, l'insuffisance du plan européen d'investissement stratégique.

Afin de répondre aux attentes élevées des citoyens européens dans le cadre de la mondialisation, l'Union doit assumer les responsabilités et l'initiative politiques. Un changement majeur doit s'opérer : nous devons passer d'une Europe des règles à une Europe des projets. Nous avons besoin d'une démocratisation profonde de l'Union, basée sur le renforcement du contrôle et de la responsabilité publique et le respect inébranlable de la souveraineté démocratique. Il s'agit du seul modèle qui pourra poursuivre les objectifs de justice sociale et de solidarité.

C'est pourquoi, toutes les forces progressistes qui veulent changer l'Europe doivent porter un message ambitieux. **Les six chapitres** suivants résument nos propositions politiques et posent les bases nécessaires d'un projet européen durable, au service des citoyens.

1. Plus de justice sociale et de solidarité : donner des conditions de vie et de travail dignes à tous les Européens

Depuis la création du marché unique, la concurrence et la libéralisation des échanges de biens, de services et de personnes sont devenues l'ADN de l'Union européenne; l'intégration européenne a ainsi été détournée au profit du grand capital et a favorisé le dumping social. Au moment où près de 120 millions de personnes sont en situation d'exclusion, l'une de nos premières priorités doit être la lutte contre l'exclusion sociale et la pauvreté.

Les défis à long terme doivent être portés par des politiques progressistes et audacieuses axées autour des priorités suivantes:

- Assurer la prééminence des droits sociaux, de l'éducation et de la négociation collective sur la libre circulation des capitaux ;



- Faire respecter la règle « à travail égal, salaire égal » pour tous les salariés sur un même lieu de travail;
- Définir une politique européenne commune sur la question des migrants et de l'asile avec une approche fondée sur la solidarité et les valeurs humanistes ;
- Ouvrir des routes migratoires sûres et légales pour les migrants et les réfugiés, promouvoir leur intégration sociale en proposant un plan d'investissement européen axé sur l'éducation et le logement;
- S'attaquer aux défis posés par le progrès technologique, la robotisation et l'uberisation du travail comme par exemple la mise en place de la protection sociale pour les auto-entrepreneurs et la redistribution des richesses créées par les nouvelles technologies;
- Établir un revenu minimum garanti et une assurance chômage commune;
- Promouvoir une véritable égalité des genres au travail et dans tous les aspects de la vie quotidienne; rendre la parité obligatoire dans toutes les politiques de l'Union;
- Adopter une approche plus transversale pour répondre aux besoins des personnes vulnérables.

2. Démocratiser l'Union

La démocratisation des règles et des procédures de l'UE devrait être au cœur de l'agenda politique, c'est la condition sine qua non pour créer une société durable et harmonieuse. Nous pensons qu'une réforme des traités est nécessaire pour redonner le pouvoir aux citoyens. Dans le cadre institutionnel actuel, nous plaidons pour les réformes suivantes:

- Le fonctionnement institutionnel de l'Union économique et monétaire nécessite une transformation profonde afin d'assurer plus de légitimité démocratique. Tous les processus décisionnels dans les domaines économiques et budgétaires doivent être rendus plus transparents. Ils doivent être soumis à un strict examen parlementaire, en évitant le double écueil de la gouvernance technocratique et des méthodes intergouvernementales ;
- Une législation efficace qui protège les lanceurs d'alerte constituera une étape essentielle pour garantir la protection de l'intérêt général face aux intérêts particuliers ;
- Les activités des lobbyistes et des groupes d'intérêts organisés devraient être rigoureusement et régulièrement contrôlés;
- Afin de partager de nouvelles pratiques constitutionnelles, nous devons mettre en place plus de démocratie participative en impliquant les citoyens de l'UE et le Parlement européen.

3. Une économie de la relance et de la solidarité

- Compte tenu de l'effet des politiques monétaires, la BCE devrait, comme la Réserve fédérale américaine, définir des critères sur ses objectifs en termes d'emplois. La BCE doit devenir un véritable prêteur en dernier recours pour les marchés obligataires nationaux;

- Le dispositif dit du « semestre européen » est en grande partie responsable du blocage de la relance dans l'Union européenne. Il doit être fondamentalement réformé en fusionnant les approches macroéconomiques et budgétaires. Nous souhaitons inclure les critères sociaux et renforcer le rôle du Parlement européen et des parlements nationaux;
- De nouveaux objectifs politiques contraignants doivent être définis, tels que le niveau de consommation des ménages, la diminution du taux de pauvreté, l'égalité des sexes;
- La déréglementation et la libéralisation des marchés financiers risquent d'entraîner de nouvelles crises financières. Nous demandons un moratoire sur les projets d'Union des marchés de capitaux;
- Appliquer un cadre européen commun pour lutter contre l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent qui inclura:
 - La mise en place d'un reporting pays par pays qui obligera les entreprises à divulguer les informations relatives à leurs activités;
 - La lutte contre les paradis fiscaux et l'interdiction de toute collaboration avec les personnes impliquées dans ces montages financiers;
 - Un véritable échange d'informations fiscales entre les États membres;
 - L'adoption d'une assiette d'imposition commune des sociétés, première étape vers un taux d'imposition commun des sociétés au niveau européen.

4. Créer des sociétés durables

Un changement radical dans notre production et notre consommation est nécessaire : les ressources de la planète sont limitées et nous ne pouvons ignorer les menaces générées par le réchauffement climatique. La lutte contre les inégalités sociales, territoriales et environnementales commence par la mise en œuvre d'un plan de transition écologique pour l'Europe comprenant les axes suivant :

- Une transition énergétique basée sur des objectifs et des instruments permettant de mettre en œuvre l'économie d'énergie, l'efficacité des ressources et les énergies renouvelables ;
- Une politique européenne de réindustrialisation utilisant le potentiel de l'économie circulaire et des emplois de qualité dans le cadre d'une économie neutre en carbone ;
- La réforme des règles économiques et fiscales afin de développer des économies à faible émission de carbone à l'aide d'instruments tels que la taxe sur les transactions financières, l'ajustement carbone aux frontières ou bien des taxes sur les activités ayant un coût environnemental élevé ;
- Une réforme profonde de la politique agricole commune afin de réduire radicalement l'utilisation des produits chimiques tout en assurant une agriculture et une production alimentaire équitable et soutenable ;
- L'application stricte du principe de précaution dans la réglementation des activités commerciales afin de garantir la santé humaine, les écosystèmes ainsi que la préservation des biens communs ;
- L'aide à la formation pour les travailleurs licenciés encourageant le développement des compétences numériques ou de tout autre activité ayant un faible coût carbone.

5. Construire une régulation publique de la mondialisation

En encourageant l'élimination des obstacles monétaires et non monétaires dans nos économies, la mondialisation a des coûts de restructuration importants. Nous savons que la mondialisation crée plus de perdants que de gagnants mais nous avons peu fait pour nous assurer que ses avantages hypothétiques sont équitablement partagés. Au contraire, les inégalités sociales, environnementales, économiques et territoriales sont exacerbées par le pouvoir destructeur de la mondialisation.

- Nous suggérons donc l'adoption de règles ambitieuses et protectrices pour la future politique commerciale de l'Union européenne. Ces règles devraient être fondées sur le multilatéralisme et défendre les valeurs fondamentales européennes. Le respect de la démocratie, les droits humains et sociaux, la justice fiscale et la protection de l'environnement doivent prévaloir sur les accords commerciaux, conformément au « mandat commercial alternatif » adopté par le Parlement européen en 2014 qui stipule que les accords commerciaux ne devraient être conclus que lorsqu'ils ne nuisent pas aux peuples et à la planète.

6. Politique de la paix

Aujourd'hui, la défense, en premier lieu, des intérêts nationaux représente un dangereux retour aux politiques des nationalismes de la première moitié du vingtième siècle qui ont entraîné deux guerres mondiales. Nous sommes internationalistes. Aucune guerre ne devrait émaner des territoires de l'UE.

- Les interventions militaires en Syrie, Lybie, Afghanistan et Irak ont démontré que celles-ci ne conduisaient pas à davantage de sécurité mais plutôt à une déstabilisation des régions, voire à la scission d'États ;
- L'UE doit œuvrer pour la paix et le développement durable et non pour le réarmement. Elle doit promouvoir des relations internationales équilibrées, un meilleur partage des richesses entre le Nord et le Sud. La politique d'aide au développement doit avoir pour seul objectif l'éradication de la pauvreté et non la rétention des migrants dans les pays tiers. Les décideurs omettent souvent de reconnaître le rôle de la culture dans le développement durable et le maintien de la paix. En effet, l'accès à la culture et l'accroissement des compétences culturelles et interculturelles favorisent la cohésion sociale, le bien être individuel et collectif.

Compte tenu des prochaines échéances électorales européennes et nationales en 2018 et 2019, un débat sur l'avenir institutionnel de l'Union européenne est sans aucun doute nécessaire. La démocratie, la justice sociale, la soutenabilité, la solidarité et la parité doivent être au cœur des réformes profondes dont l'UE a besoin. Face au faux dilemme entre statu quo et nationalisme, le Progressive Caucus est convaincu que des alternatives existent pour les Européens. Celles-ci, telles qu'avancées dans ce papier, ont vocation à être discutées et complétées, grâce au dialogue avec les autres forces européennes progressistes politiques et sociales au cours des prochains mois.



Les députés européens suivant ont cosigné ce document:

Lucy Anderson (MEP, S&D)

Marie Arena (MEP, S&D)

Guillaume Balas (MEP, S&D)

Hugues Bayet (MEP, S&D)

Sergio Cofferati (MEP, S&D)

Pascal Durand (MEP, Greens/EFA)

Eleonora Forenza (MEP, GUE/NGL)

Eva Joly (MEP, Greens/EFA)

Dietmar Köster (MEP, S&D)

Stelios Kouloglou (MEP, GUE/NGL)

Kostadinka Kuneva (MEP, GUE/NGL)

Patrick Le Hyaric (MEP, GUE/NGL)

Curzio Maltese (MEP, GUE/NGL)

Florent Marcellesi (MEP, Greens/EFA)

Edouard Martin (MEP, S&D)

Emmanuel Maurel (MEP, S&D)

Dimitrios Papadimoulis (MEP, GUE/NGL)

Georgi Pirinski (MEP, S&D)

Christine Revault d'Allonnes Bonnefoy (MEP, S&D)

Michèle Rivasi (MEP, Greens/EFA)

Elly Schlein (MEP, S&D)

Barbara Spinelli (MEP, GUE/NGL)

Bart Staes (MEP, Greens/EFA)

Marc Tarabella (MEP, S&D)

Ernest Urtasun (MEP, Greens/EFA)

Marie-Christine Vergiat (MEP, GUE/NGL)

Julie Ward (MEP, S&D)